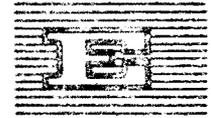


UN LIBRARY



APR 29 1981

**NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL**



COLLECTION

Distr.
GENERALE

E/ICEF/681(Partie I)

24 avril 1981

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
Conseil d'administration
Session de 1981

RAPPORT DU DIRECTEUR GENERAL SUR L'ETAT DES TRAVAUX

Chapitre premier : Introduction

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Introduction	1-9	2
Les trois missions du FISE	10-21	8
Des résultats beaucoup plus importants à un coût relativement moindre	22	12
Les conséquences pour le FISE	23-24	13
Réorganisation structurelle au sein du FISE	25-29	16
Programme de travail du FISE	30-32	17
Intensifier l'action du FISE	33-38	19
Conclusion	39-41	20

81-11141

/...

Introduction

1. Le FISE a été très actif pendant l'année qui vient de s'écouler et, à bien des égards, son programme de travail, toujours plus étoffé, a favorisé l'amélioration du bien-être des enfants. Bien que j'aie eu pendant les six derniers mois l'occasion de m'entretenir avec la moitié des membres du Conseil d'administration du FISE dans la capitale de leur pays, il a été une fois de plus nécessaire et utile, étant donné le rythme des événements et la part que le FISE y a prise, que le Conseil se réunisse en session spéciale - en janvier cette année, comme en février l'année dernière - pour donner des directives au secrétariat du FISE et à moi-même.

2. A sa dernière session ordinaire en mai 1980, le Conseil d'administration a étudié, parmi beaucoup d'autres, trois éléments nouveaux qui illustraient la transformation de la tâche que l'on attendait du FISE en tant qu'organisation, ainsi que son programme de travail. Premièrement, la communauté internationale a de plus en plus insisté - invoquant l'expérience et le besoin exprimé des pays en développement - sur le fait que le FISE ne devait pas se préoccuper uniquement du développement économique, mais aussi de faire entrer dans le processus de développement l'amélioration plus rapide et plus générale des conditions de vie des populations et surtout des enfants. Deuxième grand facteur d'évolution du rôle du FISE : on a reconnu de plus en plus généralement qu'il faudrait mobiliser un volume de ressources intérieures et extérieures beaucoup plus important que celui que le FISE pouvait jamais espérer fournir à lui seul, si chaque pays et la communauté internationale dans son ensemble devaient s'acquitter des engagements toujours plus lourds qu'ils prenaient en vue d'une amélioration rapide des conditions de vie des enfants - dans des domaines comme l'eau potable et l'assainissement, l'élimination de la famine et de l'analphabétisme et la santé pour tous. Le troisième événement récent avait été l'Année internationale de l'enfant dont le but avait été d'appeler l'attention sur l'enfance dans le monde entier, et le rôle d'organisme directeur que l'Assemblée générale avait confié au FISE aussi bien en ce qui concerne l'orientation des activités entreprises à l'occasion de l'année elle-même qu'en ce qui concerne la poursuite des activités ayant trait au développement qui en découlaient dans tous les pays au cours des années 1980 et au-delà. La série de crises auxquelles il fallait faire face immédiatement était un autre facteur majeur de changement qu'illustrait singulièrement son rôle d'organisme directeur touchant l'opération de secours au Kampuchea. A cet égard, le Conseil d'administration cherchait à alléger les pressions que subissait le FISE en encourageant l'ensemble des Nations Unies à adopter une attitude plus efficace.

/...

3. Les événements qui se sont produits au cours de l'année qui vient de s'écouler ont mis encore davantage en vedette chacun de ces éléments et rendu encore plus évidente la nécessité où se trouvait le FISE d'accélérer l'adaptation de sa structure et de son programme de travail, opération qui se poursuivait depuis plusieurs années. Par ailleurs, l'année écoulée a fait nettement ressortir, bien plus qu'on ne l'avait généralement prévu en 1980 que du fait de ces deux phénomènes simultanés et constants, l'inflation et la récession mondiales, il sera beaucoup plus difficile et hasardeux de mettre au point des solutions efficaces à l'échelle mondiale et l'action à mener simultanément à l'échelle nationale pour maîtriser les problèmes majeurs qui se posent au monde de l'enfance et les possibilités qui s'ouvrent à lui. Inflation et récession conduisent la plupart des gouvernements à une politique d'austérité financière plus grande dans bien des secteurs, notamment en ce qui concerne leurs programmes nationaux et internationaux d'aide sociale.

4. Lorsque j'ai pris la parole devant le Conseil d'administration à l'occasion de l'ouverture de la session de 1980, j'ai expliqué qu'en prenant mes fonctions en tant que troisième Directeur général du FISE, cinq mois plus tôt seulement, j'y voyais surtout deux choses. La première était que le personnel de cet organisme était compétent et dévoué, et la deuxième qu'il s'agissait d'une institution en expansion et en évolution qui avait de nouveau atteint un stade permettant et même, étant donné les événements décrits ci-dessus, exigeant pour la mère et l'enfant que l'on accélère encore l'action grâce à laquelle on obtiendrait les résultats voulus pour améliorer le bien-être des enfants.

5. J'ai aussi expliqué que je m'étais mis en devoir de me rendre compte de ce que l'on pensait des remaniements possibles dans la structure et le programme de travail du FISE et qui paraissaient nécessaires pour obtenir ces résultats plus tangibles. J'envisageais de le faire grâce à une observation directe dans le domaine des programmes auxquels le FISE coopérait, grâce à des entretiens avec des personnalités clefs dans les pays membres du Conseil d'administration, en me familiarisant avec la ressource la plus importante du FISE - ceux qui en faisaient partie - et en utilisant les études faites par le personnel et portant directement sur la qualité et le déroulement des programmes sur le terrain.

6. Le Conseil d'administration m'ayant encouragé dans cette voie, j'ai promis de revenir en 1981 avec des plans et recommandations qui rendraient le FISE encore plus apte à utiliser ses ressources financières extrêmement limitées - une goutte d'eau symbolique dans l'océan des besoins - pour accélérer l'amélioration du bien-être des enfants. Je suis heureux de vous faire maintenant rapport sur les modifications qui ont été entreprises à cet égard dans les domaines suivants : programmes, structures, procédures et personnel, ainsi que sur l'action que je recommande au Conseil d'administration pour que chaque enfant tire un bénéfice plus grand de chaque dollar investi par le FISE. La plupart de ces recommandations sont fondées sur des études et évaluations du FISE et sur les actions lancées sous la

direction de mon distingué prédécesseur, Henry R. Labouisse; elles s'appuient aussi sur ce que j'ai pu observer et conclure après m'être rendu sur le terrain dans dix pays et avoir débattu des questions qui se posaient sur le terrain avec tous les directeurs régionaux du FISE et la majorité des représentants du FISE dans les pays.

7. Nous avons lancé des actions d'envergure pour que des contributions financières volontaires accrues soient versées au FISE, surtout auprès des pays exportateurs de pétrole dont les revenus sont les plus élevés et auprès des pays industriels qui ne versent que des contributions par habitant relativement faibles. Il ne s'agit pas seulement de permettre au FISE de pouvoir enfin maintenir son niveau de dépenses en dollars constants face à l'inflation galopante et aux mesures générales d'austérité qu'ont prises de nombreux gouvernements donateurs, mais aussi, peut-être, de lui permettre d'élever notablement son niveau de dépenses réelles au cours des années critiques qui s'annoncent. Ces actions ont eu des résultats tels que, en supposant que les principaux donateurs actuels continuent à apporter un soutien substantiel au FISE, il est raisonnable d'envisager que l'on pourra atteindre le premier objectif - le maintien des ressources financières en termes réels, pendant la période 1980-1984 qui correspond au plan de travail à moyen terme (E/ICEF/L.1423), mais que l'on peut également envisager un accroissement réel considérable des ressources financières en dollars constants, qui se situeraient entre 25 et 50 p. 100 au-dessus du niveau de 1980 pendant une période de plusieurs années. Comme les contributions gouvernementales ne sont versées que pour satisfaire des besoins approuvés par le Conseil d'administration, les engagements envisagés dans le plan de travail à moyen terme correspondent à ces possibilités de recettes de façon qu'on puisse demander et justifier ces accroissements importants de contributions. Le FISE ayant une tradition bien établie de prudence en matière de budget, ces engagements sont aussi établis, bien entendu, de façon à ce qu'il ne puisse y avoir d'effets trop néfastes sur d'autres éléments du programme au cas où les recettes ne permettraient de financer que partiellement l'ensemble des engagements envisagés.

Tableau 1

Vue d'ensemble des opérations du FISE

	<u>Prévues Réelles</u>		<u>Prévues</u>		<u>Projetées</u>	
	<u>1980</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>
	- En millions de dollars des Etats-Unies -					
1. Recettes	311	313	470	540	620	710
2. Dépenses	304	314	351	449	545	635
3. Liquidités disponibles escomptées au début de l'année	72	72	62	120	151	180
4. Crédits destinés à des fins spéciales ...	-	-	25	-	-	-
5. Postes budgétaires						
Administrateurs recrutés sur le plan internationale	406	379	429	528		
Administrateurs recrutés sur le plan local	168	106	180	233		
Services généraux	1 178	1 091	1 253	1 485		
Total	1 752	1 576	1 862	2 246		
dont, sur le terrain ^{a/}	1 244	1 077	1 327	1 619		

^{a/} En dehors de New York, Genève, Sydney et Tokyo.

/...

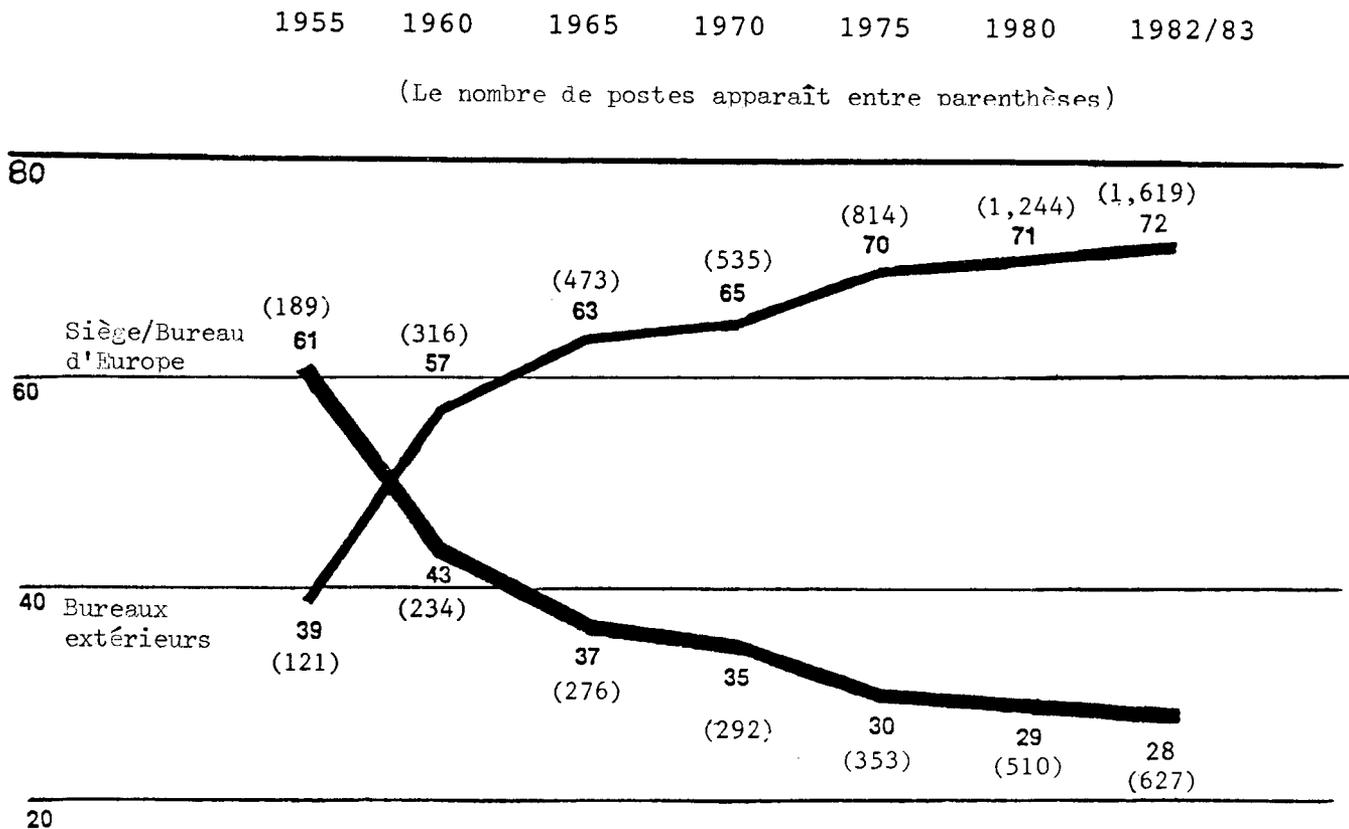
8. Pour la première fois, le budget présenté au Conseil pour les dépenses de personnel et les dépenses connexes est celui d'un exercice biennal et répond ainsi aux besoins en personnel pour une période de deux ans. Les transformations dans la structure du FISE grâce auxquelles les dollars de cet organisme doivent profiter davantage aux enfants ont entraîné la suppression d'un nombre considérable de postes, cependant qu'il s'en créait un nombre encore plus grand. Pris dans son ensemble, avec les postes supplémentaires qui seraient nécessaires pour gérer une augmentation en termes réels de 50 p. 100 des ressources du FISE et l'ouverture de nouveaux bureaux en Chine, en Haïti, au Kampuchea, au Maroc, en Tunisie, au Zimbabwe et dans les cinq Etats du Golfe, le plan de travail à moyen terme prévoit un accroissement d'environ 10 p. 100 par an des postes permanents en 1982 et 1983. On demanderait un personnel moins nombreux, bien sûr, et le recrutement serait limité, si le niveau réel des ressources ne devait pas atteindre un montant aussi élevé que prévu aux fins de la planification. La grande majorité de ces postes serait à pourvoir sur le terrain. Le pourcentage des postes permanents des services extérieurs s'élèverait légèrement, passant de 72 p. 100 en 1980 (65 p. 100 en 1970) à 73 p. 100 en 1982-1983. Si l'on fait entrer en ligne de compte tous les postes, y compris ceux du personnel des projets, le pourcentage de postes sur le terrain est légèrement plus élevé : il passe alors de 79 p. 100 en 1981-1983 contre 78 p. 100 en 1980.

Le secrétariat, qui était au départ un organe centralisé dont l'activité était essentiellement orientée vers le siège, est maintenant un ensemble décentralisé axé sur l'activité des bureaux extérieurs. Alors qu'en 1955, les postes permanents des bureaux extérieurs ne représentaient que 39 p. 100, la proportion est maintenant de 72 p. 100; inversement, les postes de l'ensemble siège/Bureau d'Europe, qui représentaient 61 p. 100 en 1955, ne sont plus que 28 p. 100 en 1982/83



POURCENTAGE DES POSTES
 SIEGE/BUREAU D'EUROPE ET
 BUREAUX EXTERIEURS

POSTES PERMANENTS*
 1955-1982/83



* C'est-à-dire les postes d'administrateurs recrutés sur le plan international, les postes de chargés d'administration recrutés sur le plan local et les postes des services généraux. Ne sont pas compris le personnel de la catégorie des administrateurs engagés au titre de projets, le personnel de la catégorie des services généraux exerçant des fonctions d'appui et financé sur les fonds affectés aux projets, ni le personnel associé.

9. Pour nous résumer, le programme défini dans le plan de travail soumis au Conseil d'administration pour la période allant jusqu'à 1983 prévoit une augmentation des fonds disponibles, mesurée en valeur réelle et en dollars constants, pouvant aller jusqu'à 50 p. 100 au cours de l'année 1980 et propose d'augmenter les effectifs dans des proportions allant jusqu'à 20 p. 100; avec les aménagements prévus au niveau de l'organisation structurelle, des effectifs et des programmes, s'ajoutant aux augmentations en valeur réelle des fonds, le programme est conçu de façon à doubler, et au-delà, les effets qu'a l'action du FISE sur le bien-être des enfants.

Les trois missions du FISE

10. J'ai souvent parlé pendant l'année qui vient de s'écouler des trois missions, qui se recouvrent en partie, confiées au FISE. On sait que celui-ci a commencé son existence lorsqu'il a fallu faire face aux urgences notoires résultant de la seconde guerre mondiale et, par la suite, c'est toujours vers les opérations de secours en cas de catastrophes qu'il a orienté son action. On en a encore aujourd'hui, malheureusement, un exemple notable avec les opérations dans lesquelles nous sommes engagés au Kampuchea, en Thaïlande, en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest, et au sud du Liban. La deuxième mission qui nous a été confiée est de répondre aux nécessités silencieuses qui affligent des centaines de millions d'enfants et les mères des plus jeunes d'entre eux, parce qu'ils vivent dans des conditions de sous-développement caractérisé et dans une misère dégradante. L'attention du monde est souvent monopolisée, et cela se comprend, par le tragique de certaines catastrophes, par exemple le terrible tremblement de terre qui a secoué l'Italie l'an passé et fait quelque 3 500 victimes. Mais le même jour, il est mort à peu près dix fois plus de petits enfants, c'est-à-dire 35 000; cela s'est passé dans un silence à peu près total et bien peu de gens, si tant est qu'il y en ait eu, y ont prêté attention. C'est l'aide à ces victimes quotidiennes, à ces déshérités du silence, qui reste la principale mission de l'UNICEF. La troisième mission - qui fait partie de l'action d'intercession en faveur des enfants - est issue de l'Année internationale de l'enfant et a maintenant été réaffirmée deux fois par l'Assemblée générale.

11. Les événements de l'année dernière ont, je crois, contribué à faire sentir toute l'importance de ces missions, et aussi le fait qu'elles sont complémentaires. Lorsque le Conseil d'administration s'est réuni en mai dernier, nous avions encore le ferme espoir de voir s'estomper ces cas de nécessité extrême; mais il est maintenant évident qu'aussi loin que l'on puisse prévoir des cas "d'urgence notoire" d'ampleur majeure continueront à se présenter et que le FISE ne pourra pas éluder les responsabilités qui lui incombent en pareil cas. Nous sommes même dans une certaine mesure victimes du succès relatif avec lequel nous faisons face à ces situations, et on nous demande maintenant de nous engager encore plus avant dans ce qui se passe en Afrique.

12. De même, en restant rebelle à tout traitement, la crise économique mondiale, qui touche pratiquement tous les pays, s'est traduite par une diminution en valeur réelle des fonds mis à notre disposition, qui nous permettaient de réaliser de nombreux programmes d'assistance au développement dont les enfants recueillaient les bienfaits, et des programmes sociaux de pays, concernant parfois même des pays riches. Au Comité administratif de coordination (CAC), l'Equipe spéciale sur les objectifs de développement à long terme constatait elle-même (30 mars 1981, ACC/1981/15, p. 8 du texte anglais) que l'économie mondiale est en train de passer par une phase où l'instabilité et les perturbations du rythme de croissance sont plus graves qu'à aucun autre moment depuis la seconde guerre mondiale. Les difficultés ne sont pas transitoires; elles sont la conséquence de défauts d'adaptation permanents qui ont fini par s'accumuler au cours des années. Tout le bloc des pays à économie de marché est aux prises avec la "stagflation". On a toutes les raisons de penser que pour parvenir à endiguer l'inflation et redonner davantage de vigueur à la croissance économique, il faudra y passer beaucoup de temps et se donner beaucoup de mal. Les pays les plus pauvres seront parmi les plus gravement touchés. L'Equipe spéciale ajoute que si l'on ne prend pas expressément des mesures contre ce qui nous attend, il faudra payer le coût humain du marasme généralisé, c'est-à-dire que le nombre de ceux qui se trouvent dans la pauvreté absolue, estimé à 800 millions de personnes, augmentera encore pour atteindre 1 milliard de personnes à la fin de la décennie du développement. Outre les opérations spéciales de nutrition et de santé conçues pour réduire certaines formes de malnutrition chez les mères et les jeunes enfants, il se peut qu'il faille aussi essayer de toucher plus particulièrement des groupes très défavorisés qui n'ont que de faibles revenus.

13. A l'opposé de cette situation où la communauté mondiale réduit les fonds qui servent à attaquer les problèmes de développement, nous constatons, paradoxalement, que l'on se préoccupe maintenant davantage des questions sociales, auxquelles les milieux officiels ont apporté au cours de l'année passée leur caution comme ils ne l'avaient jamais fait jusqu'à présent. J'avais déjà relevé en 1980 cette tendance qu'avaient marquée au cours des années 1970 les pays du monde - évolution parallèle à bien des égards au cheminement du FISE lui-même en ce qui concernait les services de base - lorsqu'ils se disaient non seulement préoccupés par la croissance économique, mais aussi désireux de voir s'améliorer plus rapidement la condition des individus eux-mêmes, en particulier des enfants, amélioration considérée comme l'un des éléments du processus de développement. Cette évolution a été confirmée de façon capitale en décembre 1980 lorsque l'Assemblée générale a adopté la nouvelle Stratégie internationale du développement pour les années 1980 et au-delà 1/.

1/ A cet égard, M. Niaz Naik, représentant du Pakistan et Président du Comité préparatoire de la nouvelle Stratégie, a déclaré lors de la session extraordinaire que l'Assemblée générale a tenue au mois d'août que "le résultat le plus significatif" des négociations sur la Stratégie est le fait que l'on y conçoit "le développement comme un processus intégral et que les objectifs de développement économique et social et ceux du développement humain revêtent une nouvelle importance". M. Naik poursuit en disant que "la Stratégie a des objectifs et des buts précis concernant l'élimination de la faim, l'éducation primaire universelle, les soins de santé essentiels pour tous et une forte réduction de la mortalité infantile d'ici à la fin du siècle. En particulier, le rôle des femmes dans le développement et la nécessité de les intégrer à tous les secteurs du développement ont été pleinement reconnus" (A/S-11/PV.2, p. 28).

/...

14. Doit-on conclure de ce paradoxe apparent - d'une part des visées de plus en plus ambitieuses tendant à apporter davantage de bien-être aux enfants au cours des 20 prochaines années, et d'autre part une situation économique générale décourageante - que le premier des deux termes en balance ne correspond pas à une vision réaliste des choses et devrait être révisé? Pas forcément, mais cela signifie néanmoins que le FISE et les organismes qui partagent ses préoccupations doivent essayer d'établir rapidement et plus nettement une commune mesure entre l'argent dépensé et les bienfaits qu'en tirent ces enfants qu'ils ont vocation de servir et qui sont leur raison d'être.

15. Pour reprendre ce que disait récemment le Président de la Banque mondiale, M. Robert McNamara, il faut que le FISE continue à aider les pays à repenser les programmes sociaux en faveur des enfants "en vue de réduire leur coût par habitant tout en accroissant le nombre des bénéficiaires" et épauler "la restructuration de l'ensemble de ces programmes en vue d'établir des priorités qui tiennent compte des liens d'interdépendance et des effets complémentaires des différents types d'interventions" 2/.

16. Tout cela fait ressortir combien il est impératif et urgent que le FISE pousse toujours plus loin la démarche qui le caractérise et se montre capable et soucieux d'aider les pays en développement à toucher davantage d'individus à un coût moindre que ce n'est habituellement le cas. Le FISE a cherché à mettre ces principes en pratique par la stratégie des services de base, comme tant de ceux qui ont assisté aux sessions du Conseil d'administration ont pu le constater eux-mêmes directement.

17. Le point de départ de notre action est l'idée que les collectivités du monde en développement doivent participer plus activement aux programmes conçus pour aider les enfants. La façon dont nous procédons consiste notamment à aider les pays en développement à former et à équiper des agents des collectivités (environ 800 000 en 1980), et à encourager l'emploi de techniques adaptées. Nous concevons nos opérations de façon que l'on fasse davantage appel à un personnel para-professionnel dans les programmes réalisés sous les auspices des gouvernements, ce qui coûte moins cher et donne souvent de meilleurs résultats. Et nous encourageons les pays à rattacher, chaque fois qu'ils le peuvent, plusieurs programmes de secteur - eau, éducation, aménagements matériels pour la santé - de façon qu'il existe une relation synergique entre les différents éléments qui concourent au développement social au bénéfice des enfants, ce qui permettra à l'ensemble des programmes d'avoir un impact beaucoup plus étendu que la somme de leurs composantes.

18. L'approche des services de base est un élément essentiel de l'effort tendant à atténuer les pires aspects de la pauvreté abjecte et du sous-développement caractérisé qui touchent environ 800 millions de personnes. Ces services de base à eux seuls ne sont pas la solution qui permettra de mettre fin aux souffrances de centaines de millions d'enfants, mais ils peuvent en atténuer les aspects les plus graves et les plus débilitants. Aucun pays en développement n'a suffisamment

2/ Discours prononcé devant le Conseil des gouverneurs le 30 septembre 1980, p. 23.

de ressources pour fournir la main-d'oeuvre professionnelle de haut niveau (ou même une main-d'oeuvre spécialisée de niveau inférieur), et encourir les dépenses indispensables à la prestation de services essentiels à la totalité de sa population, dans quelque domaine que ce soit. Ne serait-ce que pour des raisons économiques, en plus d'une utilisation plus large des paraprofessionnels et auxiliaires, il appartient à la population elle-même, tant urbaine que rurale, d'apporter une contribution importante à ses propres services indispensables si l'on veut que les pays en développement à bas revenu atteignent les objectifs sociaux arrêtés au niveau international pour l'an 2000 : si l'on veut réduire les taux de mortalité infantile de 120 p. 1 000 à 50, voire moins, si l'on veut faire passer l'espérance de vie de 50 à 60 ans ou plus, si l'on veut étendre l'alphabétisation de 35 à 75 p. 100 de la population, et si l'on veut atténuer les conséquences de la malnutrition et de la maladie jusqu'à une petite fraction de ce qu'elles sont actuellement.

19. Le fait de renforcer la participation de la population présente également des avantages qui dépassent les considérations matérielles. Pour la plupart d'entre nous - nous avons pu le constater dans de nombreuses collectivités - ceci renforce le sens de la dignité humaine, en donnant à ces populations le sentiment réel qu'elles ont leur mot à dire au sujet de leur propre destinée et qu'elles peuvent agir sur elle. Pour beaucoup de pauvres dans le monde, ce sont ces motivations pour la vie elle-même qui font défaut, avant même les motivations pour le développement.

20. La conviction du FISE que les investissements concernant l'enfance sont parmi les meilleurs qu'un pays peut faire pour son avenir a reçu en septembre dernier le soutien officiel de la Banque mondiale, ce dont le FISE se félicite. Dans son Rapport sur le développement dans le monde, 1980 (tableau 5.4), la Banque montre que sur une période suffisamment longue, 20 ans par exemple, et même dans des conditions économiques difficiles, une politique d'investissement efficace portant sur les ressources de développement humain de base telles qu'un enseignement primaire et des soins de santé primaires adaptés aux besoins a généralement un taux annuel de rentabilité élevé, de 20 p. 100 ou plus. Ces résultats sont souvent largement supérieurs à ceux que peuvent rapporter des investissements matériels, tels que des usines, ou les investissements sociaux plus coûteux que représentent les universités et les hôpitaux perfectionnés. En bref, une approche efficace du développement qui accorde la priorité à l'enfance, au lieu de grever la croissance économique en ces temps d'austérité, la renforcerait.

21. Non seulement l'importance de plus en plus largement admise des investissements concernant la femme et l'enfant renforce la crédibilité du mandat du FISE et met en relief l'urgence de ses travaux, mais le FISE constate que l'on attend de plus en plus de lui qu'il assume son rôle de plaidoyer en faveur des enfants du monde entier. L'Assemblée générale, dans sa résolution du 5 décembre 1980 sur le FISE, après avoir noté les responsabilités du FISE concernant l'enfance dans le cadre de la nouvelle Stratégie internationale du développement pour les années 1980, a demandé instamment au FISE "d'assumer dans un esprit créateur et dynamique, avec l'appui de ses comités nationaux, les importantes responsabilités qui lui incombent pour ce qui est des activités consécutives à l'Année internationale de l'enfant" (A/RES/35/79).

Des résultats beaucoup plus importants à un coût relativement moindre

22. La présentation du projet de Stratégie internationale du développement à l'Assemblée générale des Nations Unies en août et la publication quasi simultanée du Rapport sur le développement dans le monde, 1980 sont venues, si l'on peut dire, "apporter de l'eau au moulin" si bien qu'un groupe de fonctionnaires du siège et des services extérieurs s'est formé en septembre 1980 pour étudier les besoins du FISE ainsi que son rôle potentiel et la tâche qu'il pourra accomplir pendant la décennie 1980-1990 et au-delà. Nous sommes partis du principe que la courbe ascendante des réalisations attendues telles qu'elles apparaissent dans les objectifs ambitieux de la Stratégie internationale du développement et la courbe descendante des ressources disponibles à des fins sociales, en diminution du fait de l'aggravation de la situation économique, exigent que soient repensés continuellement les programmes en faveur de l'enfance afin d'augmenter le rapport entre les fonds dépensés et les résultats obtenus. Les fonctionnaires en sont arrivés à la conclusion que les progrès doivent être accélérés dans cinq secteurs principaux de façon à augmenter au maximum les réalisations du FISE :

a) En ce qui concerne les programmes sectoriels, tels que ceux portant sur la santé et l'éducation, il faut parvenir à toucher un plus grand nombre de personnes sans que les coûts s'en trouvent augmentés dans la même proportion. Il est possible de tirer davantage parti de l'éducation non scolaire et de l'appui général fourni par les gouvernements tout en continuant de s'appuyer sur le principe des services de base qui permettent une plus grande participation des communautés, de faire davantage appel au personnel auxiliaire et de s'assurer une meilleure liaison entre les programmes sectoriels. Ainsi, l'encouragement à l'allaitement naturel, par exemple, présente de grands avantages du point de vue de la santé et du point de vue financier et n'entraîne pas de lourdes dépenses pour les familles, le gouvernement et les organismes d'assistance. Une action efficace et ferme en faveur des programmes d'encouragement à l'allaitement naturel - qui serait menée dans le cadre des hôpitaux, des écoles médicales, du système éducatif, des moyens d'information, de la commercialisation des médicaments pour nourrissons et de l'alimentation des mères - permettrait aisément d'épargner la vie de plus d'un million de nouveau-nés chaque année d'ici à 1990 à un coût relativement faible et permettrait aux familles et aux gouvernements de réaliser d'importantes économies nettes.

b) Une attention plus grande doit être donnée aux approches intégrées. C'est ainsi que les programmes d'approvisionnement en eau de boisson et l'éducation sanitaire doivent être combinés de façon plus efficace car cela produit un effet multiplicateur qui permet d'obtenir des résultats plus rapides et meilleurs que si chaque objectif était poursuivi séparément.

c) Il est nécessaire d'accorder une plus grande attention à l'utilisation d'une technologie appropriée adaptée aux besoins des villages. Ainsi, un puits instantané fourni par le FISE peut être construit et équipé au Bangladesh pour seulement un peu plus de 100 dollars grâce à des techniques utilisables à grande échelle entièrement adaptées au pays et meilleur marché.

d) Le FISE doit s'efforcer de tirer des leçons du succès - et de l'échec - des programmes pour lesquels il a fourni un appui afin que l'expérience acquise puisse servir pour les autres programmes mis en oeuvre au niveau des pays dans le cadre du FISE. Il convient de noter qu'au cours des 20 dernières années moins de 1 p. 100 des fonds dépensés pour la recherche sanitaire ou agricole ont été consacrés à l'étude des questions concernant en particulier les besoins du milliard de personnes les plus pauvres de la planète composé pour près des deux tiers d'enfants et de mères d'enfants en bas âge.

Les conséquences pour le FISE

23. Les objectifs à atteindre étant fixés, nous avons examiné ce qui doit être fait pour renforcer l'efficacité du FISE tout en gardant à l'esprit le fait que ses ressources financières sont extrêmement limitées et doivent être utilisées comme un bien précieux.

24. En ce qui concerne les améliorations spécifiques nécessaires qui ont été retenues et qui ont d'ailleurs toutes fait précédemment l'objet de discussions au Conseil au cours des dernières années, on peut faire les remarques suivantes :

a) Nous avons besoin, tout comme les pays avec lesquels nous coopérons, de disposer de meilleures informations - même s'il s'agit de données brutes - ainsi que de systèmes de suivi intégrés pour les nouveaux programmes de façon à en faciliter la mise en oeuvre, à améliorer les activités pendant qu'elles sont en cours et à tirer des leçons de l'expérience au fur et à mesure de l'application des programmes. Ceci a fait l'objet de la plus grande partie du rapport que l'inspecteur Bertrand a remis au Conseil l'année dernière. Sans ces deux conditions il est pratiquement impossible d'évaluer, d'améliorer, d'articuler et de reprendre les programmes avec efficacité à l'intérieur de chaque pays et d'un pays à un autre.

b) Il est nécessaire d'employer un personnel extérieur plus important au niveau local pour renforcer davantage l'importance relative du FISE sur le terrain. Des programmes novateurs tels que ceux relatifs aux services de base exigent un appui efficace sur le terrain au niveau local. Pour cela il faut renforcer le personnel au niveau des régions dans les grands pays comme dans les pays plus petits.

c) Nos services techniques et consultatifs tant sur le terrain qu'au siège demandent à être renforcés dans les domaines de l'éducation, de la nutrition, des soins de santé primaires, etc., en vue notamment d'élaborer de meilleurs programmes à coût modéré et de permettre au FISE de travailler en liaison plus étroite et avec plus d'efficacité avec les organismes d'assistance, au sein et en dehors du système des Nations Unies, afin de bénéficier de leur part d'une aide technique accrue et, lorsque possible, de leur appui financier à des programmes rentables en faveur des enfants. Bien que coopérant à des programmes mondiaux de santé et d'éducation, le FISE ne compte parmi son personnel aucun spécialiste à plein temps dans ces deux domaines, lacune qui a notamment affaibli l'efficacité du soutien que nous pourrions apporter à nos programmes extérieurs et ne nous a pas permis

g) L'Année internationale de l'enfant a permis d'amplifier et de renforcer le rôle de porte-parole du FISE en faveur de la cause de l'enfant. Si une partie considérable des ressources du FISE est affectée aux pays en développement à faible revenu, il reste beaucoup à faire dans les pays en développement plus riches, comme les Etats du golfe Arabique, aussi bien que dans les pays industrialisés. A cet égard, parallèlement aux efforts communs que nous déployons avec l'OMS en faveur de l'allaitement au sein, nous étudions la question de l'exploitation commerciale des enfants qui a des effets désastreux sur leur épanouissement, la situation des enfants abandonnés sans famille et les conséquences de la migration des pays pauvres vers les pays riches sur les enfants qui accompagnent leurs parents aussi bien que sur ceux qui restent au pays. Dans chacun de ces domaines, nous cherchons à déterminer le rôle que pourrait jouer le FISE en coopération avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales afin de prévenir des conséquences sérieuses pour l'existence de millions et de millions d'enfants.

de tirer tout le parti possible des ressources techniques et autres des organismes avec lesquels nous travaillons. Des discussions encourageantes ont été entamées dans ce sens avec nombre d'autres organismes, en particulier avec les chefs des secrétariats de l'OMS, de l'UNESCO, de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social et de l'Université des Nations Unies.

d) Nous devons affecter davantage de ressources à l'application de formules novatrices concernant les programmes et leur institutionalisation et, une fois la viabilité d'une approche démontrée et les institutions requises mises en place, il nous appartient d'encourager les organismes mieux dotés en ressources financières mais moins bien équipés sur le terrain pour encourager les innovations, à en assurer la mise en oeuvre tandis que nous nous consacrons à d'autres tâches.

e) Nous devons intensifier notre plaidoyer sur les besoins de l'enfant et les mesures à prendre pour les satisfaire, tant au niveau national qu'à l'échelon mondial en coopération avec d'autres organisations internationales. Nous devons envisager de nouveaux critères d'évaluation du développement humain dans le monde et examiner les problèmes relatifs aux enfants auxquels font face les pays en développement aussi bien que ceux qui se retrouvent dans les pays industrialisés tels que la redécouverte de l'avantage de l'allaitement au sein et du rôle des sages-femmes. J'estime que notre rapport sur L'état des enfants dans le monde 1980-1981, qui a bénéficié d'une large publicité dans la presse et reçu l'attention des gouvernements du monde entier, illustre bien la forme que doit prendre le plaidoyer. Il en est de même de la coopération que nous apportons dans les domaines qui nous intéressent aux travaux d'organismes tels que la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé et l'UNESCO. Il ne fait pas de doute que chercher à obtenir à des coûts rentables la participation plus accentuée d'un organisme comme la Banque mondiale dans les domaines de l'enseignement primaire et des soins de santé primaires est une entreprise ambitieuse mais pleine aussi de possibilités.

f) Nous devons également coopérer plus étroitement avec les organisations non gouvernementales qu'intéresse la protection sociale de l'enfant et de la famille. Elles sont la source de nombreuses initiatives, notamment aux niveaux des services essentiels et communautaires. Elles conçoivent un nouveau mode d'action, nous les encourageons et les aidons à l'élaborer, et les résultats obtenus servent de fondement à la création de programmes nationaux financés par d'autres sources. Les ONG peuvent jouer un rôle critique dans la défense de la cause de l'enfant - soit en soulignant l'importance d'un aspect précis comme l'allaitement au sein, soit, sur un plan plus général, en incitant le gouvernement à accorder une priorité plus élevée aux activités de développement et d'investissement en faveur de l'enfant. Les liens nouveaux que nous établissons avec la presse et les organes d'information officiels devraient accentuer la participation à nos programmes et à nos activités à rayon d'action élargi.

Réorganisation structurelle au sein du FISE

25. J'ai nommé un groupe d'étude composé de membres du secrétariat du siège en septembre 1980, pour examiner s'il était nécessaire d'apporter des modifications aux structures du siège du FISE en vue de renforcer notre aptitude à faire face aux besoins qui ont été définis. Le Groupe de travail a fait trois recommandations principales. En ce qui concerne les structures, ces recommandations ont été appliquées, mais le renforcement des effectifs nécessite une décision du Conseil. La première des trois recommandations était de diviser en deux la Division des programmes - Division de l'appui aux services extérieurs pour les programmes et Division de la politique et de la planification des programmes - Ces deux nouvelles divisions auraient des fonctions complémentaires. Je crois que cette répartition des responsabilités nous mettra en mesure de mieux appuyer nos bureaux régionaux tout en nous permettant de planifier plus efficacement et plus rationnellement nos activités, car nous serons mieux à même de profiter de l'expérience acquise sur le terrain.

26. La deuxième recommandation principale du Groupe de travail était que le FISE accepte l'idée que des situations d'urgence continueraient de se produire et qu'il était impossible d'en dissocier entièrement le FISE. Il faudrait donc nous organiser pour y faire face de façon à en faire le moins possible pâtir nos programmes en cours, et, simultanément, encourager d'autres organismes du système des Nations Unies à assumer davantage de responsabilités et à accroître leurs propres moyens opérationnels. Le Groupe a donc proposé de renforcer notre groupe de la coordination en cas d'urgence en mettant à sa tête un administrateur de rang élevé et en augmentant légèrement ses effectifs afin de lui permettre de répondre aux situations d'urgence sans mobilisation extraordinaire des ressources humaines, y compris le Directeur général, les directeurs généraux adjoints et le personnel des services extérieurs, comme cela a été le cas jusqu'à présent. Cette mesure a été discutée au cours de la session extraordinaire du Conseil d'administration le 23 janvier 1981 (E/ICEF/680, par. 56) et est traitée plus en détail dans le chapitre II du rapport du Directeur général sur l'état des travaux (E/ICEF/681 (partie II)/Add.1, par. 32-34).

27. La troisième recommandation principale avait trait à la création d'un petit groupe chargé de l'organisation et de la gestion des services pour participer aux études organisationnelles importantes, à la planification et à la gestion dans un service d'économie et d'efficacité.

28. De plus, j'ai créé deux nouveaux postes qui témoignent de l'évolution de nos préoccupations. Le premier est le poste de directeur général adjoint chargé des relations extérieures, poste réclamé dans l'étude de gestion effectuée en 1975 par le Scandinavian Institute for Administrative Research, et dont le titulaire aura pour rôle de coordonner et de multiplier les efforts entrepris pour resserrer nos liens avec les institutions de financement multilatérales et bilatérales et les institutions spécialisées intéressées, développer plus systématiquement nos activités de plaidoyer auprès des gouvernements, de la communauté internationale,

des comités nationaux pour le FISE, des médias et du public en général et superviser le développement de l'Opération cartes de vœux. Le deuxième poste est celui de conseiller spécial auprès du Directeur général en ce qui concerne le rôle des femmes dans le processus du développement. Sa création fait suite à la décision prise par le Conseil au mois de mai dernier et tendant à ce que le FISE adopte une approche plus globale à l'égard de la place réservée aux femmes dans le processus du développement de manière à mieux promouvoir le bien-être des enfants.

29. Enfin, il convient de noter que pour assurer la cohésion entre les divisions et les groupes dotés de responsabilités complémentaires et pour simplifier notre structure, le secrétariat du siège continue de s'organiser autour de trois groupements opérationnels - le groupe des programmes, le groupe des opérations, et le groupe des relations extérieures. Chacun de ces groupes est dirigé par un directeur général adjoint.

Programme de travail du FISE

30. On trouvera dans les chapitres suivants du présent rapport sur l'état des travaux et du plan de travail à moyen terme l'essentiel du programme du FISE. Comme on peut le voir d'après le tableau ci-dessous, l'augmentation la plus importante, aussi bien en pourcentage qu'en valeur absolue, au cours des deux prochaines années, concerne la santé infantile de base, pour laquelle le niveau de demandes de fonds et de matériel passe de 84 millions de dollars prévus en 1981 à 186 millions de dollars en 1984, suivie de près par les augmentations dans les domaines de l'alimentation et de l'assainissement qui passent de 74 millions de dollars à 158 millions de dollars. Les programmes de santé infantile de base se greffent sur le développement des soins de santé primaires, et comprennent des programmes communs avec l'Organisation mondiale de la santé en ce qui concerne la lutte contre les maladies diarrhéïques, les programmes de vaccination à grande échelle, la fourniture de médicaments essentiels et l'établissement d'un lien plus étroit entre la santé infantile de base, d'une part, et l'enseignement, la nutrition, l'eau et la participation de la collectivité, d'autre part.

Tableau 2

Future distribution des ressources (demandes de fonds et de matériel)
par domaine de programmes
 (Ces chiffres sont provisoires)

	<u>Effectives</u>	<u>Prévues</u>		<u>Projetées</u>	
	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>
	(en millions de dollars E.-U.)				
Santé de l'enfant					
Santé infantile de base	55	84	114	160	186
Approvisionnement en eau et assainissement	42	74	119	137	158
Nutrition de l'enfant	15	20	29	35	40
Services sociaux en faveur de l'enfance	16	28	32	35	40
Enseignement					
Enseignement scolaire	25	45	47	56	62
Enseignement non scolaire	8	16	23	31	38
Secours d'urgence <u>a/</u>	58	34	6	6	6
Divers <u>b/</u>	<u>19</u>	<u>23</u>	<u>24</u>	<u>24</u>	<u>27</u>
 Total <u>c/</u>	 238	 <u>324</u>	 <u>394</u>	 <u>484</u>	 <u>557</u>

a/ Dont 45 millions de dollars E.-U. en 1980, et 29 millions de dollars en 1981 pour les opérations de secours d'urgence au Kampuchea.

b/ Assistance qui ne peut pas être ventilée dans les catégories ci-dessus.

c/ Ce total ne comprend pas les budgets.

31. Selon les prévisions actuelles le Conseil sera saisi d'engagements au titre des programmes d'un montant total supérieur à 320 millions de dollars E.-U. à prélever sur la masse commune des ressources et de décisions de noter s'élevant à environ 140 millions de dollars. Ceci porterait à 460 millions de dollars E.-U. le total des approbations de programmes dont l'exécution s'échelonne sur plusieurs années. Les trois nouvelles demandes les plus importantes concerneront l'Inde (programme de trois ans pour lequel on prévoit de dépenser 123 millions de dollars à prélever sur la masse commune des ressources plus 19 millions en projets notés, le Pakistan (programme de cinq ans pour lequel on prévoit de dépenser 65 millions de dollars à prélever sur la masse commune des ressources, plus 26 millions de dollars en projets notés) et le Soudan (programme de cinq ans pour lequel on prévoit de dépenser 26 millions de dollars à prélever sur la masse commune des ressources et 24 millions en projets notés).

32. Les activités dont témoignent les chiffres du tableau 2 - et qui sont exposées plus en détail dans le plan de travail à moyen terme et les aperçus de programme de pays - sont représentatives de ce qu'a été et de ce que continue d'être le FISE. Les approches et techniques opérationnelles dont il est fait état dans ce chapitre d'introduction du rapport du Directeur général sur l'état des travaux ne sont que des moyens plus appropriés d'accomplir cette mission - plus efficacement et avec une recherche plus systématique de l'appui de la population, des gouvernements et des institutions - dans le monde des années 1980 que l'on pourrait caractériser ainsi : problèmes plus graves mais possibilités accrues en ce qui concerne le bien-être des enfants, d'une part, et perspectives plus sombres en ce qui concerne la croissance des ressources financières, d'autre part.

Intensifier l'action du FISE

33. Comme je l'ai dit plus haut, j'espère que dans les prochaines années, les quatre principales sources de financement dont nous dépendons augmenteront de façon substantielle le montant des ressources mises à la disposition du FISE pour l'exécution de programmes relatifs aux enfants.

Gouvernements donateurs

34. Lors de la session pour les annonces de contributions, en novembre 1980, les annonces de contributions ont augmenté de 14 p. 100, chiffre bien supérieur au taux d'inflation. Nous remercions les gouvernements qui nous aident à préserver un pouvoir d'achat stable et constant. Il est surprenant que de nombreux gouvernements donateurs, qui déclarent volontiers qu'ils considèrent le FISE et d'autres organismes analogues dont le financement est assuré par des contributions volontaires comme l'un des aspects les plus importants de l'assistance multilatérale, contribuent moins au FISE qu'aux organisations techniques pour lesquelles les contributions sont calculées sur la base d'un barème des quotes-parts. Nous avons entrepris, avec quelque succès semble-t-il, de persuader les gouvernements qui sont favorables au FISE de s'efforcer de contribuer à son financement au moins autant que si un système de quotes-parts était appliqué.

Gouvernements coopérants

35. Les gouvernements avec lesquels le FISE coopère sur le terrain détiennent les ressources potentielles de loin les plus vastes pour aider les enfants. Le FISE a cherché à les encourager à accroître leur participation en les aidant, par exemple, à prolonger l'élan imprimé au cours de l'Année internationale de l'enfant, en établissant des comités interministériels chargés d'examiner comment donner plus de priorité aux investissements se rapportant à leur bien le plus précieux, à savoir les enfants.

Organismes de financement

36. Le FISE intensifiera encore davantage ses efforts en vue de coopérer étroitement avec les organismes dont les programmes multilatéraux, internationaux et nationaux visent à financer des activités de développement, en mettant l'accent sur les programmes qui influent sur le bien-être des enfants.

37. En outre, je tiens à prendre note du ferme appui que nous a apporté un groupe de gouvernements, à savoir la Communauté économique européenne, et j'espère que d'autres se manifesteront. Il convient de noter que les gouvernements membres de la Communauté économique européenne (CEE) sont non seulement, pris séparément, des donateurs généreux, mais également qu'associés, ils font de la CEE un des principaux donateurs pour l'aide d'urgence du FISE en Afrique et au Kampuchea. Nous espérons également recevoir des contributions importantes de la Fondation arabe du golfe pour l'action des Nations Unies en faveur du développement qui vient d'être créée grâce aux efforts incessants déployés par l'envoyé spécial du FISE, Son Altesse royale, le prince Talal Bin Abdul-Aziz Al Saud.

L'apport financier du grand public

38. Enfin, le FISE, plus peut-être qu'aucune autre organisation, bénéficie de la compréhension et de l'appui du grand public et des associations de particuliers dans le monde entier. Les contributions des organisations non gouvernementales constituent pour le FISE la source de revenus la plus importante; l'année dernière, les contributions privées se sont élevées au total à plus de 45 millions de dollars, c'est-à-dire beaucoup plus que la contribution la plus élevée versée par un gouvernement à la masse commune des ressources du FISE. Une grande part de ces fonds est réunie grâce aux efforts constants et renouvelés des comités nationaux pour le FISE établis dans 32 pays industrialisés. J'espère qu'au cours de la troisième Décennie du développement ces comités obtiendront des résultats encore plus remarquables.

Conclusion

39. L'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa Stratégie internationale du développement pour les années 1980 et au-delà, a adopté un ensemble d'objectifs tant sociaux qu'économiques qui devraient avoir une profonde incidence sur le bien-être des enfants dans les années à venir. Si ces objectifs sont atteints, ce sont peut-être cinq millions d'enfants de moins qui trouveront la mort chaque année d'ici l'an 2000 par rapport aux prévisions de l'ONU et les naissances seront probablement réduites de 12 à 20 millions chaque année, toujours selon les prévisions de l'Organisation des Nations Unies.

40. La leçon à tirer des deux dernières décennies n'est pas que les problèmes des enfants du monde entier qui vivent dans un état de pauvreté abject et dans des conditions de sous-développement inacceptables aient été ou soient résolus mais qu'ils peuvent l'être, si l'on dispose de la volonté et des capacités nécessaires pour en venir à bout. Un accroissement des ressources financières serait, certes, d'une grande aide. Mais, il est clair que ces ressources supplémentaires pourront difficilement être réunies dans les années qui viennent et que d'autre part l'argent ne suffit pas. Les difficultés financières actuelles rendent d'autant plus urgente la mise au point de techniques rentables permettant d'accroître la participation des populations et grâce auxquelles elles assumeront la plus grande part des efforts visant à améliorer leurs conditions et les chances de leurs enfants.

41. L'Assemblée générale a demandé au FISE de s'acquitter avec imagination et vigueur des importantes responsabilités qu'elle lui a confiées et c'est ce que nous nous efforçons de faire dans les propositions dont est saisi le Conseil d'administration. En présentant ces propositions, notre but n'est pas seulement qu'elles soient approuvées par lui mais aussi que les membres du Conseil nous fournissent les avis et les recommandations qui au cours des années ont constitué l'une des plus grandes forces du FISE, à savoir les liens exceptionnellement étroits qui existent entre le secrétariat et le Conseil.
